



Des élèves de la Public School 22 interprètent « We the Children » avec Charlie Chan lors de la réunion de haut niveau tenue par l'Assemblée générale à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant.  
(New York, 20 novembre 2019)



# Promotion et protection des droits humains

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme
- Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires
- Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège
- Intégration des droits de l'homme, droit au développement et recherche et analyse



## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

### 323 millions de dollars

128 millions de dollars au titre du budget ordinaire, 2 millions de dollars au titre du budget des opérations de maintien de la paix et 193 millions de dollars au titre des contributions volontaires



## PRINCIPAUX MANDATS

- Déclaration universelle des droits de l'homme, résolution 217 (III) de l'Assemblée générale
- Déclaration sur le droit au développement, résolution 41/128 de l'Assemblée générale
- Haut-Commissaire chargé de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme, résolution 48/141 de l'Assemblée générale
- Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, résolution 68/268 de l'Assemblée générale
- Conseil des droits de l'homme et Examen périodique universel, résolutions 60/251 et 65/281 de l'Assemblée générale



## PRINCIPALE ENTITÉ

- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)



À l'occasion de la commémoration du trentième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, Henrietta Fore, Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, se recueille devant une installation sur la pelouse du Siège de l'ONU. Les 3 758 sacs à dos représentent chacun la perte d'une jeune vie dans un conflit. (New York, 9 septembre 2019)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

Les droits humains sont indissociables de la promotion de sociétés pacifiques et du développement durable. En rassemblant les États, la société civile, les acteurs du secteur privé et d'autres parties prenantes autour de l'engagement universel en faveur de ces droits, nous contribuons à l'édification de sociétés justes et inclusives.



Des jeunes participent à un jeu comportant des questions liées à la Déclaration universelle des droits de l'homme, organisé lors de l'événement spécial « La jeunesse se dresse en faveur des droits de l'homme ». (New York, 10 décembre 2019)

## GRANDS OBJECTIFS

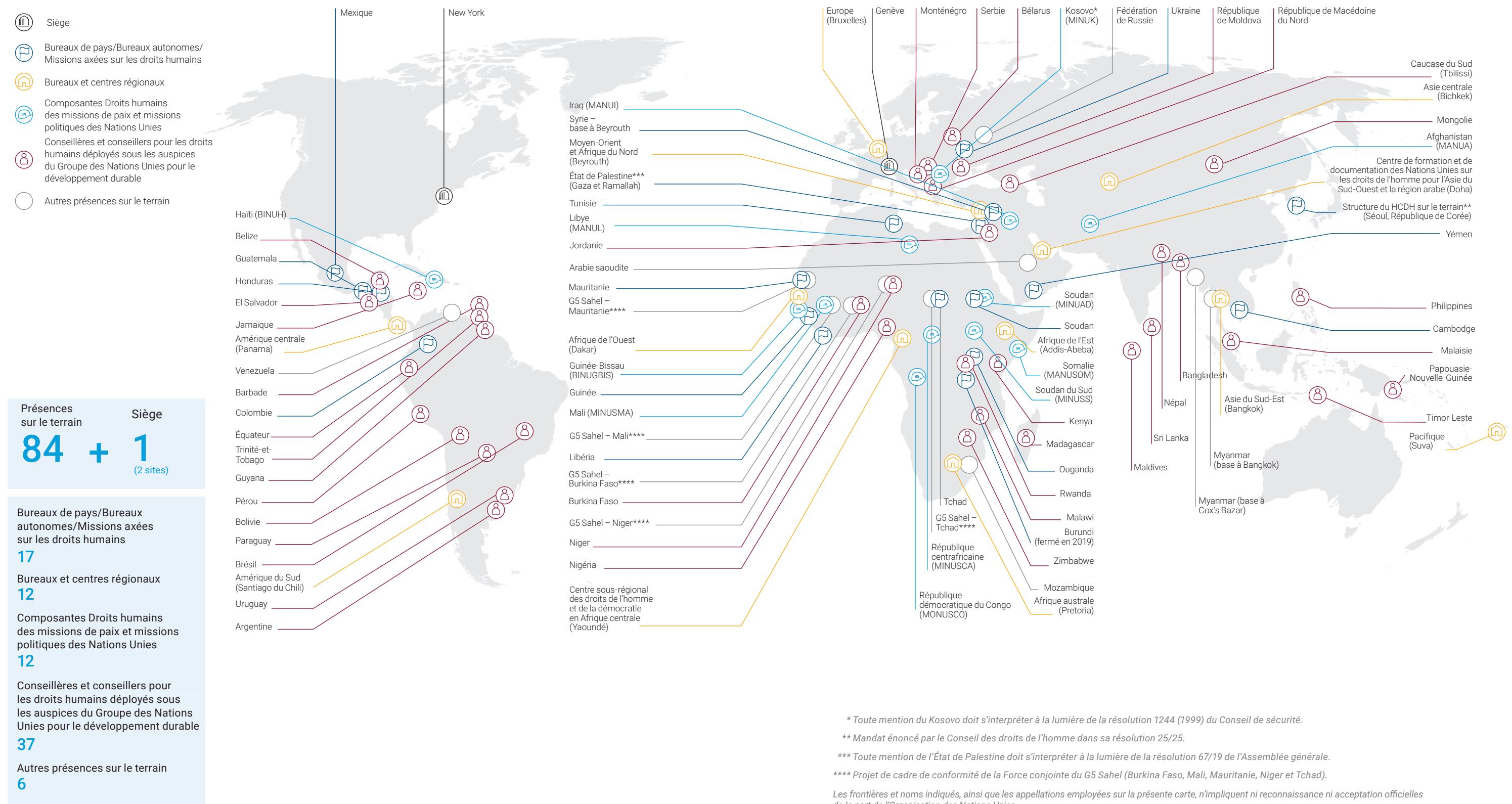
L'action que nous menons pour protéger et promouvoir les droits humains relève des grands domaines thématiques suivants : appui aux mécanismes internationaux des droits humains; intégration des droits humains dans les activités en faveur du développement et de la paix et de la sécurité; et promotion des principes fondamentaux des droits humains que sont la non-discrimination, la participation et la responsabilité. Dans le contexte de la pandémie, l'Organisation s'efforce de placer les droits humains au centre de la riposte, notamment grâce aux 14 recommandations formulées par le Secrétaire général dans sa note de synthèse sur la question.



**“Pour l'avenir de l'humanité, il est essentiel d'élever des enfants et des jeunes qui puissent exercer leurs droits en toute sécurité. Trente ans après son adoption, la Convention relative aux droits de l'enfant demeure une référence cardinale à cet égard.”**

*Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

## L'ONU ET LES DROITS HUMAINS DANS LE MONDE EN 2019



\* Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

<sup>\*\*</sup> Mandat énoncé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 25/25.

\*\*\* Toute mention de l'État de Palestine doit s'interpréter à la lumière de la résolution 67/19 de l'Assemblée générale.

\*\*\*\* Projet de cadre de conformité de la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad)

Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### Appui aux mécanismes internationaux des droits humains

Nous avons appuyé les organes conventionnels et les organes intergouvernementaux de défense des droits humains. En 2019, les procédures spéciales et autres mécanismes du Conseil des droits de l'homme ont effectué 84 visites dans 57 États et territoires. Le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels a contribué à renforcer les mécanismes nationaux d'application, d'établissement de rapports et de suivi au Botswana, au Burkina Faso, au Costa Rica, en El Salvador, au Kenya et en Sierra Leone, entre autres pays.

### APPEL À L'ACTION

Le Secrétaire général a lancé un appel à l'action en faveur des droits humains à la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme, en février 2020, afin que toutes et tous puissent jouir des droits humains, peu importe où elles ou ils se trouvent, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Déterminé à employer tous les moyens dont il dispose et à mobiliser toutes les entités des Nations Unies, il y a proposé des principes directeurs fondamentaux dans sept domaines pour réaliser « la plus haute aspiration de l'humanité ».

### EXPERTISE ET APPUI AUX ORGANES CHARGÉS DES DROITS HUMAINS ORGANES CONVENTIONNELS

**1**

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

**2**

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

**3**

Comité des droits de l'homme

**4**

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

**5**

Comité contre la torture

**6**

Comité des droits de l'enfant

**7**

Comité pour les travailleurs migrants

**8**

Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

**9**

Comité des droits des personnes handicapées

**10**

Comité des disparitions forcées

#### ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX

**1**

Conseil des droits de l'homme

**2**

Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

### APPUI AU FONCTIONNEMENT DES MÉCANISMES INTERNATIONAUX DES DROITS HUMAINS

**133**

rapports d'États parties ont été examinés par les organes conventionnels en 2019



**92**

résolutions ont été adoptées par le Conseil des droits de l'homme



**42**

États Membres ont examiné l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel



**6**

nouveaux mandats ont été établis par le Conseil des droits de l'homme, y compris pour 1 nouveau mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement



**44**

mandats thématiques et 12 mandats de procédures spéciales par pays



**41** mécanismes nationaux chargés de l'établissement des rapports et du suivi ont été créés ou renforcés



Le Secrétaire général António Guterres (à la tribune) fait une allocution à l'ouverture de la quarantième session du Conseil des droits de l'homme. (Genève, Suisse, 25 février 2019)

## Rôle des droits humains dans les activités de développement

En 2019, un projet d'instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement a été élaboré, de même qu'un prototype d'outil pour la conception, le suivi et l'évaluation de politiques de développement fondées sur les droits humains. Nous avons accordé une importance particulière à l'intégration des droits humains dans les politiques environnementales et climatiques. En septembre 2019, le Sommet des peuples pour le climat, les droits et la survie de l'humanité a abouti à la signature d'une déclaration par plus de 400 organisations.

## Paix et sécurité

L'intégration des droits humains dans les opérations de paix est un élément clef de mon initiative « Action pour le maintien de la paix ». En 2019, nous avons formé

plus de 500 membres du personnel de direction et du personnel policier et militaire des missions et élaboré une nouvelle politique et de nouvelles orientations sur les moyens de prévenir et de combattre la violence sexuelle liée aux conflits. En outre, le personnel chargé des droits humains a mené des enquêtes et établi des rapports dans les situations de conflit.

## Non-discrimination

Dans le cadre de la promotion de l'égalité et de la lutte contre la discrimination, nous avons apporté notre appui à l'adoption de 15 nouvelles lois nationales réprimant la discrimination sous toutes ses formes. Nous avons continué de diffuser nos normes de conduite pour lutter contre la discrimination à l'égard des personnes LGBTI, normes que nous avons notamment fait connaître lors d'événements mondiaux du monde des affaires comme le Forum économique mondial de Davos, en Suisse, et qui ont recueilli le soutien de 270 des plus grandes entreprises du monde.



## NOS ACTIVITÉS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

	<b>35 997</b> victimes de torture ont bénéficié d'une aide à la réadaptation dans 77 pays
	<b>8 594</b> victimes de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance dans 23 pays
	<b>12</b> composantes Droits humains au sein des missions de paix (524 membres du personnel)
	<b>37</b> conseillères et conseillers pour les droits humains affectés aux équipes de pays des Nations Unies



Une équipe intégrée de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a enquêté sur des attaques armées récemment survenues dans le cercle de Bankass, au cours desquelles 16 personnes auraient été tuées, selon des informations préliminaires. (Libé, Mali, 22 février 2019)

## TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Nous avons célébré en 2019 le trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui reconnaît aux enfants des droits non négociables. La Convention protège le droit qu'ont les enfants du monde entier de vivre à l'abri de la discrimination, de la violence et de la négligence.



Amaya Pilla Masaquiza prend la parole à la séance commémorative de haut niveau de l'Assemblée générale, tenue à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. (New York, 25 septembre 2019)

**196**

États parties à la Convention



**168**

États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés



**176**

États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants



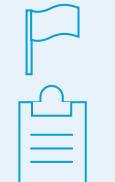
**46**

États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications



**196**

États ont présenté au moins un rapport



**1 592**

rapports ont été soumis par des organisations de la société civile entre 2009 et 2019

**327**

enfants ont rencontré les membres du Comité des droits de l'enfant dans le cadre de son groupe de travail de présession entre 2008 et 2019



**63**

communications ont été présentées par des enfants entre 2009 et 2019



**52**

États ont pris plus de 200 engagements concernant 24 articles à l'occasion de l'anniversaire de la Convention



La version de la Convention adaptée à un jeune public a été publiée dans les 6 langues officielles de l'ONU



Une petite fille à l'entrée de la salle de l'Assemblée générale, pendant la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale tenue à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. (New York, 20 novembre 2019)

## LUTTE POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LA DISCRIMINATION

Depuis sa création en 1985, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones a facilité la participation de plus de

**2 500**

personnes autochtones aux travaux des mécanismes des droits humains



**15**

lois nationales ont été adoptées pour lutter contre la discrimination sous toutes ses formes



**270**

entreprises ont exprimé publiquement leur appui aux normes mondiales de conduite à l'intention des entreprises contre la discrimination à l'égard des personnes LGBTI



Un programme de bourses a été lancé pour promouvoir les droits humains des personnes LGBTI



Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a établi **44** lettres d'allégation et appels urgents au nom de plus de

**30 200**

victimes

## Participation

Nous avons soutenu la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, notamment au moyen d'un programme de bourses. Depuis 2011, ce programme a permis de donner des moyens d'agir à 83 personnes de 32 pays, qui ont ensuite pu jouer un rôle déterminant dans la promotion de la Décennie dans leur pays.

## Responsabilité

Nous avons continué d'aider les États et d'autres parties prenantes à concevoir et à mettre en place des mécanismes de responsabilité et des processus de justice transitionnelle qui soient adaptés au contexte, axés sur les victimes et fondés sur les droits humains. Nous avons collaboré avec les forces de sécurité pour garantir le respect des droits humains dans le cadre de la lutte antiterroriste et continué de présider le Groupe de travail sur la promotion et la protection des droits de l'homme et de l'état de droit dans le contexte de la lutte antiterroriste et de l'appui apporté aux victimes du terrorisme, qui a été créé dans le cadre du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme.



Une instructrice spécialisée travaille avec des enfants en situation de handicap et ayant des besoins spéciaux dans une salle de classe inclusive, au centre « Lire, Écrire, Compter » de Boulaos. (Djibouti, 2018)

## ACCROÎTRE LA PARTICIPATION ET PROTÉGER L'ESPACE CIVIQUE



**7,6 millions**

d'abonnés aux pages de l'ONU sur les médias sociaux



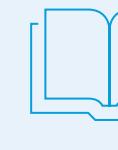
**Plus de 36 900**

visiteurs uniques ont consulté le site de l'Index universel des droits de l'homme



**Plus de 85 000**

publications et autres documents imprimés ont été distribués dans **51** pays



**4,89 millions**

de visites pour les publications en ligne



**481**

activités parallèles organisées avec la société civile pendant les sessions du Conseil des droits de l'homme